

**DISCOURS DU PREMIER MINISTRE S.EM. ALIX
DIDIER FILS-AIMÉ/DÉBAT GÉNÉRAL DE LA
QUATRE-VINGT-UNIÈME SESSION DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS
UNIES/New York, le 25 septembre 2026**

**Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames, Messieurs les chefs d'État et de
gouvernement,
Mesdames, Messieurs les Ministres ;
Mesdames, Messieurs les Représentants Permanents,
Distingués Délégués,
Peuple Haïtien,**

En prenant la parole à cette Assemblée générale, je mesure le poids de l'Histoire.

Il y a plus de 80 ans, au lendemain d'une guerre qui avait plongé le monde dans le chaos, Haïti, membre fondateur des Nations Unies, s'unissait aux nations du monde pour faire le pari de la paix, du dialogue et du respect de la dignité humaine.

Aujourd'hui, alors que les crises et conflits meurtriers se multiplient, que l'urgence climatique s'intensifie, que de nouvelles fractures menacent la stabilité d'Haïti et du monde, ce pari fondateur est de nouveau mis à l'épreuve.

Il est impératif que, face aux crises qui frappent Haïti comme à celles qui bouleversent tant de régions du monde, les nations fassent front commun autour de l'essentiel : la paix, la sécurité, et le bien-être de tous les peuples. C'est tout le sens du thème qui nous rassemble cette année.

Monsieur le Président,

Je vous félicite pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale.

Je tiens également à saluer le Secrétaire général, Monsieur António Guterres, pour son engagement constant en faveur de la paix. Je garde un souvenir ému de sa visite à Port-au-Prince, le 16 juin 2026, un témoignage fort de sa solidarité envers le peuple haïtien.

Dans les heures difficiles que traverse notre pays, Haïti tient à exprimer sa reconnaissance à tous les partenaires et amis qui continuent de se tenir à ses côtés.

Je voudrais, à cet égard, saluer l'engagement du système des Nations Unies, et tout particulièrement celui du Conseil de sécurité, ainsi que celui de l'Organisation des États américains, de la CARICOM et de l'Union européenne, dont le soutien demeure plus que jamais essentiel.

Je rends un hommage particulier aux peuples frères qui, en contribuant à la Force de Répression des Gangs et en soutenant son plein déploiement, ont choisi de partager avec nous le poids du combat pour la paix et la sécurité.

Haïti n'oubliera ni leur solidarité ni leurs sacrifices.

Je veux également souligner le partenariat privilégié des États-Unis d'Amérique,

- l'appui déterminant du Canada,

- le précieux accompagnement de partenaires tels que la France, le Chili et le Mexique dans la modernisation de nos capacités nationales de sécurité,
- de même que l'ouverture de la République dominicaine au dialogue et son plaidoyer en faveur d'une résolution durable de la crise haïtienne.

Enfin, nous exprimons notre reconnaissance au BINUH, aux agences, fonds et programmes présents sur le terrain, ainsi qu'à l'ensemble de nos partenaires multilatéraux pour leur engagement constant aux côtés du peuple haïtien.

Monsieur le Président,

Devant cette auguste Assemblée, je porte la **voix d'un peuple qui a gravé son nom dans les annales de l'Histoire en osant accomplir l'impensable : briser les chaînes de l'esclavage et faire naître, sur une terre conquise par le sacrifice, la sueur et le sang, la première République noire libre du monde.**

Cette épopée est la preuve éternelle qu'aucun empire n'est plus puissant que la soif de liberté d'un peuple.

Comment oublier le destin et les larmes cachées de Toussaint Louverture ?

Arraché brutalement à sa terre natale, jeté dans la solitude glaciale d'un cachot au Fort de Joux, la privation et l'humiliation ont eu raison de Toussaint Louverture.

Mais son combat pour la liberté est resté vivant à travers Dessalines, Christophe, Pétion, et tous les autres pères et mères fondateurs.

Toussaint Louverture l'avait prédit : [Pause]

« En me renversant, on n'a abattu à Saint-Domingue que le tronc de l'arbre de la liberté ; il repoussera par ses racines, car elles sont profondes et nombreuses »

L'arbre a repoussé.

Il a grandi.

Il a traversé les siècles.

Et il poursuivra son destin.

Et même si, aujourd’hui, la violence criminelle menace ses racines et cherche à dérober à nos enfants les fruits de cette liberté si chèrement conquise, Haïti résiste.

Haiti est Debout.

Elle est debout parce que les peuples nés de la lumière n’abdiquent jamais devant les forces du chaos.

Elle est debout parce que les peuples nés du sacrifice savent le prix de la liberté, de la paix et de la sécurité.

Haïti sait, pour l’avoir appris dans sa propre chair, que ces conquêtes ne sont jamais définitivement acquises et que, lorsqu’elles sont menacées, il faut avoir le courage de les défendre.

C’est le combat qu’Haïti mène aujourd’hui. Et c’est pourquoi elle appelle le monde, non pas à la sauver, mais à se tenir à ses côtés pendant qu’elle reprend en main son destin.

Monsieur le Président,

Je porte aujourd’hui la voix d’Haïti, mais aussi celle de ces peuples auxquels notre monde demande trop souvent de supporter le poids de crises qu’ils n’ont pas créées.

Pour les petits États comme Haïti, la facture du dérèglement climatique est devenue insoutenable.

C’est une injustice profonde que ceux qui y ont historiquement le moins contribué soient pourtant parmi ceux qui en paient le prix le plus lourd, souvent au détriment de leur propre développement.

Les moyens consacrés à l’adaptation et à la résilience doivent être à la hauteur de ces défis. Aucun peuple ne devrait avoir à choisir entre répondre à l’urgence et financer son développement. L’accès au capital, aux marchés et aux technologies doit être plus équitable. Notre architecture financière internationale doit évoluer pour mieux répondre aux besoins et aux réalités des pays les plus vulnérables.

L'intelligence artificielle ouvre des possibilités immenses, mais sans règles ni garde-fous éthiques, elle risque d'accentuer les fractures. La technologie doit demeurer un instrument de progrès partagé, au service de l'humanité. Nous devons rester les maîtres de la technologie et jamais les sujets. Et aucun peuple ne doit être laissé de côté.

Nous devons aussi tenir la promesse d'un monde où nul n'est condamné à la faim, privé de soins, déplacé par la guerre ou victime d'exclusion et de discriminations.

Cette même exigence de dignité doit guider notre regard sur les migrations.

Car, derrière les statistiques et les débats, il y a des femmes, des enfants et des hommes qui portent avec eux une histoire, des talents, des espérances et, parfois, le poids de l'exil.

Depuis des générations, les Haïtiennes et les Haïtiens établis à l'étranger contribuent aux sociétés qui les accueillent. À cette tribune, je tiens à exprimer notre gratitude aux pays qui leur ouvrent leurs portes et favorisent leur intégration.

Haïti a été une terre d'accueil, de refuge et d'espérance. Nous travaillons pour qu'elle le redevienne : un pays où l'on puisse rester, revenir, vivre et construire son avenir dans la dignité.

Mais je veux aussi rappeler avec force notre attachement au respect de la dignité et des droits fondamentaux de tous les migrants. Quelle que soit leur situation, aucune circonstance ne saurait justifier que leur dignité soit bafouée.

La protection d'une frontière et le respect de la dignité humaine ne s'opposent pas : ils doivent aller de pair.

Une frontière peut et doit être protégée, sans jamais que la dignité humaine ne soit sacrifiée.

Le destin des migrants nous appelle à une responsabilité partagée et à des réponses durables. Car les crises que l'on laisse durer nourrissent les déplacements et les migrations contraintes. C'est le cas avec la crise sécuritaire en Haïti qui a provoqué l'exode de milliers d'Haïtiens. La réponse à cette crise passe, en Haïti, par le rétablissement de la sécurité, la stabilité et la relance économique. Les 3 priorités de mon gouvernement.

Monsieur le Président,

La République d'Haïti demeure profondément attachée au multilatéralisme et à la capacité des nations à unir leurs forces lorsque l'urgence l'exige.

À un moment où les Nations Unies doivent produire des résultats concrets pour tous, Haïti peut devenir un modèle de réussite de la coopération internationale, la preuve de ce que nous pouvons accomplir ensemble, dans le respect de la volonté des nations et autour d'une vision portée par le pays lui-même.

Car, aussi complexe soit-elle, la crise haïtienne n'est pas insurmontable.

Nous sommes à un moment décisif. Ce moment ne peut plus s'accommoder de demi-mesures, d'engagements partiellement honorés ou de réponses trop timides face à l'ampleur de la menace.

Les massacres, les familles endeuillées, les femmes victimes de violences abominables, les enfants privés de leur innocence et les communautés chassées de leurs foyers doivent nous interpeller. Ils doivent surtout nous porter à agir.

Je veux ici saluer la mémoire de toutes les victimes de cette violence. Leur perte nous impose un devoir de justice.

Je rends aussi hommage aux policiers et aux soldats, haïtiens, kényans et aux ressortissants des autres nations tombés au service d'Haïti. Par leur courage, ils ont écrit, avec l'encre de leur sang, une page de notre combat pour la sécurité et la paix. Haïti n'oubliera jamais leur sacrifice.

Pour eux, pour leurs familles, pour ces douze millions de femmes, d'hommes et d'enfants...

Des enfants qui ne demandent qu'à grandir. À rêver. À vivre en paix.

Nous ne pouvons nous résigner à voir les morts et les blessés devenir de simples chiffres dans nos rapports.

Nous devons agir. Parce qu'en Haïti, aujourd'hui, une victime de plus est une victime de trop.

Et Haïti agit déjà.

Nous avons fait le choix de renforcer les capacités opérationnelles de nos forces nationales de sécurité, car la sécurité d'Haïti doit, à terme, reposer sur les capacités de l'État haïtien.

Nous recrutons. Nous formons. Nous renforçons.

À travers le Programme P4000, nous poursuivons la formation de 4 000 policiers. Plus de 2 000 ont déjà été formés, et une nouvelle cohorte doit sortir de l'Académie de police en novembre prochain.

Parallèlement, plus de 1 500 nouveaux soldats ont déjà été formés, et nous mettons en place un programme visant à former 15 000 nouveaux soldats au cours des trois prochaines années. Nous avons également augmenté le budget d'investissement de nos deux forces de sécurité.

Notre objectif n'est pas seulement de répondre à la crise d'aujourd'hui. Il est de construire les capacités qui permettront demain à Haïti d'assurer elle-même, pleinement et durablement, sa sécurité.

Il est regrettable que la Force, appelée à soutenir temporairement ces efforts, ne soit pas encore pleinement opérationnelle et n'ait toujours pas atteint, sur le terrain, l'effectif prévu de 5 500 membres.

C'est pourquoi, à cette tribune, nous insistons sur la nécessité du renouvellement du mandat de la Force de Répression des Gangs et de son plein déploiement, avec les effectifs, les équipements et les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

L'expérience de la Mission multinationale d'appui à la sécurité doit nous servir de leçon : un mandat ne suffit pas. Il faut les effectifs. Il faut les équipements. Il faut les moyens. Et il faut la détermination d'aller jusqu'au bout.

Mais il est un autre enjeu sécuritaire qui doit nous interpeller collectivement : le trafic illicite d'armes et de munitions.

Les armes qui tuent les Haïtiens, qui sèment la terreur dans nos quartiers et fauchent des vies innocentes ne sont pas produites en Haïti.

Elles arrivent par des filières criminelles transnationales qui alimentent l'insécurité, renforcent la capacité d'action des gangs et menacent la stabilité de toute notre région.

Tant que ces trafics prospéreront, la violence trouvera les moyens de se perpétuer. Leur démantèlement est une responsabilité partagée.

Il faut donc aller au-delà des plaidoyers en faveur d'Haïti. La sécurité de l'île passe aussi par le contrôle effectif **de la frontière**.

[PAUSE]

Monsieur le Président,

L'impunité est un autre visage de l'insécurité. Nous devons la combattre avec la même détermination.

C'est pourquoi nous avons institué deux pôles judiciaires spécialisés pour renforcer la lutte contre l'impunité, la criminalité financière, les crimes de masse et les violences sexuelles.

Le 1er janvier 2027, avec l'entrée en vigueur de nos nouveaux Codes pénal et de procédure pénale, Haïti franchira une étape historique dans la modernisation de sa justice.

Car il ne suffit pas d'arrêter ceux qui terrorisent la population. Il faut les juger. Il faut que justice soit rendue.

Dans le même temps, nous avons réactivé la Commission nationale de désarmement, de démantèlement et de réinsertion, et lancé le Fonds pour les dividendes de la paix en Haïti, que j'invite nos partenaires à soutenir.

Il est impératif d'enlever à la violence sa capacité de recruter, en offrant à nos jeunes des alternatives crédibles et de véritables opportunités.

C'est là que sécurité et développement se rejoignent et doivent avancer de concert. L'un ne peut être durable sans l'autre.

Monsieur le Président,

L'aide d'urgence a sauvé des vies. Haïti en est reconnaissante.

Mais le bien-être durable d'un peuple ne peut rester indéfiniment suspendu à l'aide et à la charité.

Nous ne pouvons pas demander à la sécurité seule de porter le poids de la paix. La relance économique doit en être l'autre pilier.

C'est pourquoi nous accueillons favorablement la décision de l'administration du Président Donald Trump de prolonger jusqu'en 2028 les préférences commerciales HOPE/HELP. Nous sommes profondément reconnaissants de ce geste d'amitié, qui constitue une étape importante pour la relance de notre économie, et nous appelons à une prolongation de dix ans.

Nous exprimons également notre reconnaissance envers le Royaume-Uni pour le Developing Countries Trading Scheme (DCTS) et appelons davantage de pays à mettre en place des mécanismes similaires, capables de transformer l'accès aux marchés en opportunités de commerce et d'investissement.

Haïti a besoin d'investissement pour construire son avenir.

C'est pourquoi, Aujourd'hui, Haïti appelle à un changement de paradigme

Passer de l'aide à l'investissement.

De l'assistance à la production.

De la dépendance au partenariat.

Et transformer progressivement les ressources mobilisées pour gérer la crise en investissements capables de créer des emplois et des opportunités durables, notamment pour nos jeunes et nos femmes.

Car lorsque nous n'entendrons plus le bruit des armes, il faudra entendre le son de la paix :

les moteurs qui redémarrent, les chantiers qui reprennent, les marchés qui s'animent, les femmes qui entreprennent, les jeunes qui travaillent, les rires des enfants qui jouent, et nos rues qui retrouvent le rythme de notre musique et de la vie.

Ceux qui ont eu le privilège de connaître Haïti savent quel pays existe derrière les images de crise : un peuple accueillant et hospitalier, une culture vibrante, des saveurs uniques, des plages magnifiques et un patrimoine d'une richesse exceptionnelle.

Nous devons recréer les conditions pour que le monde vienne en Haïti, la découvre, y investisse, y entreprenne, y séjourne et y revienne.

Voilà aussi à quoi ressemble la paix que nous voulons, que devons, et que nous allons, construire.

Monsieur le Président

La sécurité, pour laquelle la communauté internationale doit rester pleinement mobilisée à nos côtés, doit aussi nous permettre d'honorer le deuxième engagement majeur du Gouvernement que je dirige : rendre la parole au peuple haïtien par les élections.

Je suis de cette génération qui a connu la dictature, qui avait placé tant d'espoirs dans la démocratie d'après 1987, mais qui a trop souvent vu ces espoirs se heurter à l'instabilité politique et aux transitions à répétition.

C'est pour rompre ce cycle que j'ai accepté de servir mon pays avec la conviction que :

- cette transition doit prendre fin,
- et elle prendra fin par un bulletin de vote, dans les urnes !

C'est pourquoi, nous avons engagé le processus électoral, dans le respect du Pacte national pour la stabilité et l'organisation des élections, fruit d'un large consensus au sein de la classe politique.

Aujourd'hui, les ressources nécessaires sont mobilisées ;

les centres d'inscription sont ouverts ;

les citoyennes et les citoyens s'inscrivent ;

les partis et groupements politiques ont été agréés, et les candidates et candidats accomplissent les formalités nécessaires à leur participation au scrutin.

Nous voulons des élections libres, crédibles, inclusives et intègres.

La participation des femmes est encouragée, et les jeunes sont appelés à y prendre pleinement leur place comme électeurs, candidats et acteurs de notre démocratie.

En outre, des dispositions ont été prises pour préserver l'intégrité du processus. La violence, les réseaux criminels, les financements illicites et ceux qui les soutiennent ne doivent trouver aucune voie d'accès aux urnes.

Car ces élections ne concernent pas seulement le prochain gouvernement. Elles concernent l'avenir d'Haïti.

Et cet avenir porte d'abord le visage de notre jeunesse.

Monsieur le Président,

La crise haïtienne est aussi l'une des expressions les plus douloureuses des fractures de notre époque.

Ce chaos n'est pas un accident de l'histoire : il plonge ses racines dans des siècles d'injustices, dont la dette de l'indépendance demeure le fardeau le plus lourd.

C'est pourquoi nous saluons les travaux de la commission mixte d'historiens haïtiano-française et attendons avec une grande attention la publication de son rapport.

Monsieur le Président,

Hier, nos ancêtres ont arraché la liberté aux ténèbres de la servitude ; aujourd'hui, notre génération arrachera la paix aux ombres de la violence.

Nous rendrons la sécurité à nos communautés, la parole à notre peuple et l'espoir à notre jeunesse.

Les défis sont immenses, mais notre volonté est plus grande encore.

Nous avons prouvé au monde que la liberté était possible ; nous lui démontrerons demain que la paix se construit, se défend et triomphera de la fatalité.

Il y a plus de deux siècles, Haïti a dit au monde qu'un peuple pouvait briser ses chaînes.

Aujourd'hui, du haut de cette tribune, Haïti dit au monde qu'un peuple peut aussi briser le cycle de la violence, de la transition et de la dépendance.

Notre sécurité reposera durablement sur nos propres institutions.

Et notre développement passera de l'aide à l'investissement, de la dépendance au partenariat, de l'urgence à la prospérité.

L'arbre de la liberté dont parlait Toussaint est toujours debout. À notre génération, désormais, de lui donner les fruits de la paix.

C'est notre responsabilité.

C'est notre devoir.

C'est notre promesse à nos enfants.

C'est notre rendez-vous avec l'Histoire.

Vive la République d'Haïti.

Je vous remercie.